

GRAND CALAIS

Terres & Mers



**Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres & Mers
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX**

Personne publique

GRAND CALAIS, TERRES ET MERS

Objet de la consultation :

Mise en place d'un système de télématique embarquée avec système
de géolocalisation en temps réel des véhicules de Grand Calais,
Terres et Mers

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P**

Table des matières

ARTICLE - 1 OBJET DU MARCHE	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Forme du marché	3
1.3 Tranches et lots	3
1.4 Lot.....	3
1.5 Durée du marché	3
1.6 Etablissement de l'offre	3
1.7 Cotraitants	4
1.8 Variantes et options libres.....	4
ARTICLE - 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
2.1 Pièces particulières.....	4
2.2 Pièces générales	5
ARTICLE - 3 LIVRAISON, POSE et MISE EN ORDRE DE MARCHE	5
ARTICLE - 4 PENALITES	5
ARTICLE - 5 CONDITIONS FINANCIERES	5
5.1 Contenu des prix	5
5.2 Variation dans les prix	5
5.3 Règlement des acomptes.....	6
5.4 Modalités de règlement.....	7
5.5 Délais de règlement.....	7
ARTICLE - 6 AVANCE.....	7
ARTICLE - 7 RECEPTION ET ADMISSION	8
ARTICLE - 8 GARANTIE	8
8.1 Modalités.....	8
8.2 Eléments à préciser	8
ARTICLE - 9 LITIGES ET CONTESTATIONS.....	9
9.1 Litiges	9
9.2 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.	9
9.3 Mise en demeure	9
9.4 Résiliation du contrat	9
ARTICLE - 10 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

ARTICLE - 1 OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet La mise en place d'un système de télématique embarquée avec système de géolocalisation en temps réel des véhicules de Grand Calais Terres et Mers. Les caractéristiques techniques minimales ont décrites au CCTP.

1.2 Forme du marché

La consultation est passée par procédure adaptée avec négociation conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

La procédure se déroulera ainsi :

- Admission des candidatures et des offres
- Phases de négociation
- Attribution

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000.00 € HT pour 4 ans, conformément aux articles 78 et 80 décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 Tranches et lots

Le marché ne comprend pas de tranches optionnelles.

1.4 Lot

Le marché ne comprend pas de lots.

1.5 Durée du marché

La durée du marché est fixée à 4 ans à compter de sa notification au titulaire.

1.6 Etablissement de l'offre

L'offre devra être établie conformément au modèle d'acte d'engagement et ses annexes jointes au présent CCAP et tenir compte des prescriptions de toutes les pièces du dossier de consultation, notamment du CCTP.

L'offre, ainsi que toutes les pièces du marché seront conformément à l'article 57 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'ensemble des matériels et logiciels sera accompagné de documentations techniques et de manuels d'instructions rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, indiquant les modalités de leur mise en fonction, de la composition et caractéristiques du matériel ou du logiciel ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

L'unité monétaire choisie est l'euro.

1.7 Cotraitants

Groupement

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement. Conformément à l'article 45 du décret n°2016-360 de 25 mars 2016, Grand Calais Terres et Mers imposera aux prestataires, après attribution du marché, la forme du groupement solidaire.

Le mandataire

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné à l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de la collectivité et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

Les sous-traitants

Le mandataire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par Grand Calais Terres et Mers.

1.8 Variantes et options libres

En application de l'article 58 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, **les candidats peuvent proposer des variantes** comportant au minimum les caractéristiques techniques demandées pour la version de base ou répondant à une innovation permettant une amélioration technique ou de développement durable. Seules les variantes répondant à ces exigences minimales seront prises en considération.

Chaque variante fera l'objet d'un acte d'engagement, distinct de celui établi pour la solution de base, et sera accompagnée du mémoire technique décrivant les caractéristiques de la variante proposée

Le candidat est libre de proposer en options libres toute(s) suggestion(s) complémentaire(s) permettant d'assurer un fonctionnement optimal de ses solutions, et de répondre aux attendus de Grand Calais Terres et Mers.

Chaque option libre sera chiffrée sur l'acte d'engagement, et sera accompagnée d'une description de ses caractéristiques au mémoire technique.

ARTICLE - 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 Pièces particulières

Le marché est constitué par les documents contractuels suivants, par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix et le bordereau d'aide à la décision
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le mémoire technique rédigé par le candidat contenant notamment les éléments décrits au règlement de consultation.

2.2 Pièces générales

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication. Bien que non jointe au marché, ces pièces sont réputées connues des parties.

ARTICLE - 3 LIVRAISON, POSE et MISE EN ORDRE DE MARCHÉ

Les fournitures devront être conformes aux stipulations du marché les normes et les spécifications techniques étant celles en vigueur à la date du marché.

Les délais de livraison, de pose et mise en ordre de marche (tests d'adaptation), sont ceux sur lesquels le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement. Ils ne pourront en aucun cas être changés.

Les délais contractuels démarrent à compter de la notification du bon de commande.

Le candidat précisera dans son mémoire technique et dans l'acte d'engagement les semaines neutralisées pour cause de congés.

Le non-respect de ces délais entraîne l'application des pénalités stipulées dans l'article 4 *PENALITES DE RETARD* du présent CCAP.

L'installation des matériels embarqués sur les véhicules se fera aux ateliers municipaux, situé rue de Toul à Calais. La planification de cette installation doit être programmée de manière à ce que le temps d'immobilisation des véhicules soit réduit à son maximum. Un bon de commande sera établi pour chaque intervention, il précisera le nombre et le type de véhicule à équiper.

Le candidat indiquera à l'acte d'engagement les délais sur lesquels il s'engage en termes d'intervention et d'équipement des véhicules.

ARTICLE - 4 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, pour chacune des installations et ce, sans exonération, en cas de non-respect du délai de livraison et installation fixé dans l'acte d'engagement, il sera fait application, d'une pénalité égale à 100 € par jour calendaire de retard. Le paiement de ces pénalités de retard s'effectuera par compensation sur toute somme due au fournisseur.

ARTICLE - 5 CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

5.2 Variation dans les prix

Equiperment des véhicules :

Les prix sont révisables annuellement par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 (0.15 + 0.5 (S) + 0.35 (I))$$

dans laquelle

P_n = Prix révisé HT

P₀ = Prix de référence au bordereau HT au mois zéro

2017-004 Informatique embarquée Page 7 AVRIL 2017

$$S = S_n / S_0$$

S = Indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - A38 JC - Activités informatiques et services d'information - Base 2010 Identifiant : 001664345 Consultable à l'adresse :

<https://www.bdm.insee.fr/bdm2/affichageSeries?idbank=001664345&codeGroupe=1456>

S₀ = Même indice que ci-dessus, au premier jour du mois zéro

$$I = I_n / I_0$$

I = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - CPF 26 et 27 - Produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques - Base 2010 - (FB0A262700) Identifiant : 001652535 Consultable à l'adresse :

https://www.bdm.insee.fr/bdm2/affichageSeries?idbank=001652535&page=tableau&request_locale=fr

I₀ = Même indice que ci-dessus, au premier jour du mois zéro

Le mois zéro est le mois d'établissement des prix (mois de remise des offres) ; Le mois n est le mois de révision. La révision aura lieu au 1er janvier de chaque année pour l'ensemble des commandes de l'année à venir. La première révision intervenant le 01/01/2018.

Elle se calcule sur les prix unitaires hors TVA.

La révision des prix se fera par le titulaire du marché. Le titulaire joindra les justificatifs des indices pris pour la révision.

Il ne sera appliqué aucune révision provisoire. Les prix appliqués sont ceux tenant compte des indices définitifs publiés. Dès la publication définitive des indices, le titulaire adressera avec sa facture une note de calcul détaillant :

- La valeur des indices publiés et la source utilisée ;
- Le calcul du coefficient de révision des prix (ce coefficient sera arrondi au millième supérieur) ;
- La somme à verser ou à déduire pour tenir compte du décalage entre date théorique de révision et date réelle du calcul.

Grand Calais Terres et Mers se réserve le droit d'accepter ou de rectifier cette révision.

Les évolutions des indices seront celles préconisées par l'INSEE dans la rubrique «informations» indiquant la série pouvant remplacer la série arrêtée ainsi que le coefficient de raccordement.

5.3 Règlement des acomptes

Equipement des véhicules :

Conformément à l'article 7 du présent CCAP, le titulaire présentera trois (3) demandes de paiement séparées :

- la première demande à hauteur de 70 % du montant TTC du bon de commande sera adressée après la livraison, l'installation et la mise en ordre de marché dans les ateliers de Grand Calais Terres et Mers des équipements et après notification du procès-verbal de réception partielle.
- la deuxième demande, à hauteur de 90 % du montant TTC du bon de commande sera adressée après la vérification d'aptitude du logiciel et après notification du procès-verbal de réception partielle.
- La troisième demande, à hauteur du solde du montant TTC du bon de commande sera adressée après la vérification de service régulier et après notification du procès-verbal de réception définitive sans réserve.

5.4 Modalités de règlement

Le paiement des prestations sera effectué par acomptes dans les conditions prévues à l'article 11.6.1 du CCAG-TIC. Les prix du marché sont déterminés par l'application des prix unitaires sur lesquels s'est engagé le candidat dans l'acte d'engagement, aux quantités réellement livrées. Le titulaire établira des factures en 1 exemplaire portant les indications suivantes :

- La référence du marché,
- Détail des quantités et prix unitaire tel qu'il apparaît à l'acte d'engagement.
- La référence du véhicule équipé
- Date d'établissement de la facture
- Nom, adresse et coordonnées bancaires du titulaire, telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement;
- Date de livraison;
- Total H.T.V.A. et T.T.C. de la facture.

Les factures devront parvenir à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
Direction des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62100 Calais

5.5 Délais de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points

ARTICLE - 6 AVANCE

En fonction de la mention portée à l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire dans les conditions fixées à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25/03/2016.

Le remboursement s'effectuera par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. Toutefois, le titulaire, à l'exception des organismes publics, doit justifier conformément à l'article 112 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.00 % du montant de l'avance. Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie.

ARTICLE - 7 RECEPTION ET ADMISSION

Par dérogation des articles 23 à 28 du CCAG TIC, les opérations de vérification commenceront à la réception de la notification du titulaire de la mise en ordre.

La réception du matériel sera prononcée, par Madame la Présidente de Grand Calais Terres et Mers ou toute autre personne à qui elle aurait délégué cette compétence, dans le mois suivant l'installation et mise en ordre de marche (la livraison, l'activation et le calibrage des systèmes) par le titulaire sur le site de Grand Calais Terres et Mers. Elle consistera à tester pour chacun des véhicules équipés, l'intégration d'un circuit de tournée fourni par Grand Calais Terres et Mers au format informatique, l'aptitude au guidage pour les 10 premières minutes de cette tournée.

Il prendra une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

En cas de défaillance avérée, le titulaire prendra à sa charge toutes les dépenses afférentes.

En cas d'admission, il sera établi un procès-verbal de cet examen dont la date de signature constituera la date de réception partielle du marché et le début des opérations de vérification qualitatives.

La vérification d'aptitude, consistera à vérifier que les différentes fonctions sur lequel s'est engagé le candidat dans son mémoire sont opérationnelles, tant en cabine, qu'à l'exploitation des données par Grand Calais Terres et Mers. Cette vérification sera réalisée par les services de Grand Calais Terres et Mers dès la mise en circulation sur un circuit du véhicule considéré. A l'issue de la vérification d'aptitude, Grand Calais Terres et Mers prendra une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

En cas d'admission, il sera établi un procès-verbal de cet examen dont la date de signature constituera la date de réception partielle du marché et le début des opérations de vérification de service régulier.

La vérification de service régulier consistera à vérifier la continuité des prestations attendues dans les conditions normales d'exploitation sur une durée de 3 mois.

A l'issue de la vérification du service régulier, Grand Calais Terres et Mers prendra une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

En cas d'admission, il sera établi, un procès-verbal définitif de cet examen dont la date de signature constituera la date de réception définitive du matériel.

ARTICLE - 8 GARANTIE

8.1 Modalités

Le candidat précisera dans l'annexe à l'acte d'engagement le délai de garantie consenti durant lequel il devra garantir l'ensemble des fournitures relevant des équipements livrés contre tous accidents, vices de construction apparents ou cachés quels qu'ils soient et tels qu'ils sont visés aux articles 1641 et 1648 du Code Civil, ou défauts de fonctionnement.

Conformément à l'article 30 du CCAG, la durée de garantie ne pourra, dans tous les cas, être inférieure à un (1) an. Le point de départ de la garantie est la date de réception définitive du véhicule. Durant cette période de garantie, le fournisseur s'engage à remplacer gratuitement toutes pièces défectueuses, y compris déplacement, frais de montage et démontage, par un spécialiste.

8.2 Eléments à préciser

Le candidat précisera dans son mémoire technique :

- la liste des pièces d'usure sur lesquelles la garantie ne s'applique pas ainsi qu'un détail prévisionnel des dépenses annuelles d'entretien.

- La liste des interventions préventives à prévoir ainsi que la liste des interventions curatives relevant obligatoirement de sa responsabilité durant la période de garantie.
- le délai de fourniture des pièces détachées et le délai d'intervention de son technicien le plus proche pendant la période de garantie à compter de la réception d'une demande expresse (fax, courriel...).

Dans le cadre de son service après-vente,

- la durée,
- l'étendue
- les modalités de fonctionnement de la garantie des différents systèmes et logiciels.

Les fournisseurs renoncent explicitement à toute autre clause de garantie pouvant résulter de leurs conditions générales de vente.

ARTICLE - 9 LITIGES ET CONTESTATIONS

9.1 Litiges

Il est expressément convenu que tous les litiges ou difficultés intervenus entre Grand Calais Terres et Mers et le titulaire à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du contrat qu'ils n'auront pu résoudre à l'amiable, seront soumis au Tribunal Administratif de Lille.

9.2 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

9.3 Mise en demeure

En cas d'inexécution de tout ou partie des engagements du titulaire du marché ou en cas de manquements graves et renouvelés du titulaire du marché à ses obligations, le pouvoir adjudicateur lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception une injonction de mise en conformité.

9.4 Résiliation du contrat

Si dans un délai de huit jours à compter de la réception de cette mise en demeure, le prestataire n'a pas satisfait à ses obligations ou apporté la preuve de sa bonne foi, le contrat sera résilié de plein droit, en tout ou en partie et sans l'accomplissement d'aucune formalité judiciaire. La résiliation interviendra alors par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE - 10 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 4 Pénalités déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG applicable.